

L'ECO-SCEPTICISME ET LE REFUS DES LIMITES

Dominique BOURG
Etudes n°4131, juillet-août 2010

Philosophe, professeur à l'Université de Lausanne. Institut des politiques territoriales et de l'environnement humain.

Bien au-delà des quelques climato-sceptiques, l'éco-scepticisme affecte la prise de conscience des enjeux écologiques. Son impact sur l'opinion et l'action politique témoigne que le message écologique a du mal à passer. Il s'agit d'un déni des limites à l'échelle d'une civilisation fondée sur l'économie de marché et l'exigence de satisfaire des désirs infinis pour une population croissante. Nous sommes confrontés sur tous les fronts aux limites de la planète et donc à la nécessité de changer profondément l'organisation de nos sociétés et de nos modes de vie. Cette prise de conscience, acquise pour les écologistes mais pas pour l'opinion publique, forgera la démocratie à venir.

UNE EXCEPTION FRANÇAISE PARADOXALE

Le Grenelle de l'environnement arrive à la fin d'un processus de maturation de la réflexion française en matière écologique. La France a été un pays pionnier en matière d'environnement. La gestion et protection administrative de la forêt remonte à Philippe V. C'est encore la France qui, la première, encadre légalement les manufactures à risque avec une loi de 1810. En 1853, les premières réserves naturelles au monde, que l'on appela alors les « réserves artistiques », ont été créées. La loi fédérale instituant aux USA les parcs naturels nationaux a été votée en 1872. La société de protection de la nature, et plutôt son ancêtre, la Société impériale zoologique d'acclimatation, a été fondée en 1854. Elle n'avait pas pour finalité première la protection de l'environnement, mais c'est le rôle qu'elle finira par jouer quelques décennies plus tard. C'est ainsi une certaine précocité qui caractérise la société française sur les questions environnementales. Rousseau est à l'origine du développement d'un nouveau sentiment d'empathie avec la nature au XVIIIe siècle. Dans l'après-guerre, la France a compté de nombreux hérauts de la pensée écologique avec Ellul, Charbonneau, Jouvenel, Lévi-Strauss, Romain Gary, Dorst et même avant-guerre, Giono, voir au XIXe, Reclus, etc.

Toutefois ces pionniers n'ont jamais eu l'oreille de la société française, ni celle des élites intellectuelles, politico-administratives, économiques ou scientifiques. Ces dernières, formées en grande partie dans les préparations aux grandes écoles, parlent le langage des mathématiques et de la physique : elles ne risquent guère à se compromettre avec l'écologie qui à ses débuts parle le langage d'une sous-branche de la biologie. La donne va changer durant ces dix dernières années, car avec la question du changement climatique, l'écologie passe de la biologie à la physique.

Du côté politique, la prise de conscience des enjeux écologiques s'est résolument affirmée depuis une dizaine d'années. De la charte de l'environnement au pacte écologique, un travail de maturation s'est opéré. L'écologie est devenue un sujet noble. Le numéro 2 du gouvernement français est désormais en charge de l'Ecologie. De nombreuses ONG dédiées à l'environnement ont vu le jour. La France n'est plus désormais à la traîne. Elle ne présente plus ce côté paradoxal, avec d'un côté des pionniers, et de l'autre une société dans l'ensemble plutôt indifférente. Le Grenelle met fin à l'exception française et marque une forme de

normalisation écologique. C'est au demeurant un processus intéressant et innovant, avec ses limites, car il n'a concerné que la société civile organisée, et non le citoyen ordinaire. De même, administrativement, le processus n'a été porté que par le ministère de l'Ecologie sans prise en compte transversale, depuis Matignon.

En même temps, on voit émerger une vague éco-sceptique dont l'efficacité auprès des médias et de l'opinion publique démontre que la prise de conscience se fait sans réelle connaissance des enjeux écologiques. Tout un travail d'information et d'acculturation reste donc à accomplir. Les problèmes de l'environnement se limitent souvent dans l'esprit du grand public à des questions de pollution qui sont certes bien réelles, mais ne représentent qu'un aspect des problèmes. La question fondamentale est davantage celle des limites de la planète. Nous les avons même déjà dépassées en matière de composition chimique de l'atmosphère ou d'érosion de la biodiversité, même si les conséquences n'en sont pas immédiates. A une population mondiale sans cesse croissante – de 7 milliards d'habitants à 9 milliards au milieu du siècle – s'oppose une planète finie. A consommation constante, nous aurons épuisé d'ici le siècle prochain nos réserves d'énergies fossiles et les gisements actuellement exploités de nombre de métaux tels que l'or, l'argent, le plomb, le cuivre etc. A cela s'ajoute la hausse de la température due au changement climatique.

LA PARENTHÈSE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Nous parlons de développement durable depuis plus d'une vingtaine d'années. C'était une tentative pour dissocier la croissance du PIB de la consommation d'énergies et de ressources naturelles. Nous savons maintenant que c'est impossible. Deuxième diagnostic sévère sur le développement durable : ce devait être une démarche de prévention, d'anticipation à l'échelle des problèmes globaux, tant en matière d'environnement que de répartition de la richesse. Or, force est de constater que le développement durable est à cet égard un échec, même s'il a inspiré maintes actions intéressantes à une échelle locale, et également pour les entreprises. Sur le plan de l'environnement global, tous les indicateurs ont viré au rouge. Nous nous heurtons en effet dans bien des domaines aux limites de la planète : climat, biodiversité, acidification des océans, usage des sols, usage de l'eau douce, pollutions chimiques, etc. L'état des ressources fossiles, minérales et biotiques est à l'image des ressources halieutiques : en trente ans le poids moyen des poissons pêchés est passé de 800 à 150 grammes ! Durant la même période, en dépit de l'arrachement à la misère de 600 millions d'Indiens et de Chinois, les inégalités se sont accrues : 2% de la population mondiale se sont accaparés 50% de la richesse mondiale, alors que 50% de la population se répartissent 1% de la richesse mondiale. Sur le plan de l'environnement, nous avons laissé passer la phase d'anticipation. Nous allons devoir nous adapter à des conditions de vie de plus en plus difficiles, sur une planète exsangue et bondée.

Repensons à ce que disaient les grands textes fondateurs de la réflexion écologique des années 70, ceux d'Illich, des époux Meadows, les auteurs du rapport au Club de Rome, de Georgescu-Roegen, Goldsmith ou Gorz. Tous n'envisageaient d'autre possibilité qu'une décroissance des économies. Or, nous sommes désormais contraints de considérer à nouveau cette perspective. Tel est par exemple la position défendue en mars 2009 par la commission britannique du développement durable¹. Le rêve d'un découplage entre la croissance des économies et la consommation de ressources a fait long feu. Il convient donc de refermer la

¹ Cf. Tim Jackson, *Prosperity without growth. The transition to a sustainable economy*. Sustainable Development Commission UK, mars 2009, livre disponible sur le web ou chez De Boeck pour la traduction française intégrale. Voir aussi D. Bourg et A. Papaux, *Vers une société sobre et désirable*, PUF, collection DDII, 2010

parenthèse du développement durable. Cessons de croire que nous pouvons harmoniser une économie purement financière, dont les instruments visent à rendre impossible toute considération de long terme, et la préservation de la biosphère. Finissons-en avec la rhétorique des trois piliers et d'un équilibre aussi trompeur que mensonger entre les dimensions économique, sociale et écologique. Il convient bien plutôt d'instituer de nouvelles régulations politiques et économiques. Nous devons faire face à la contradiction frontale entre le cahier des charges de nos démocraties de marché selon lesquelles il convient de produire et de consommer le plus possible, et la préservation de la biosphère.

Un effort d'acculturation a été accompli, et il est vrai que depuis une dizaine d'années tout le monde parle d'environnement. Dans une société à paillettes comme la nôtre où les gens sont séduits par la nouveauté, cela finit peut-être par produire un effet de lassitude. Nous prenons néanmoins conscience des enjeux écologiques de long terme.

Tournons-nous vers le principe de précaution, qui est un des principes clé du développement durable et qui devrait lui survivre. Il est très mal compris, déjà à cause du mot lui-même. Le public comprend dans « précaution », « précautionneux », donc « frileux ». En réalité, le principe de précaution suppose pour son application deux conditions : 1/ qu'il y ait une incertitude scientifique (ex : la crise de la vache folle et ses effets en matière de santé humaine, le changement climatique quant au déploiement de ses conséquences), à savoir que l'on soit confronté à des risques nouveaux, mal connus, non encore expérimentés : 2/ que les dommages redoutés soient potentiellement graves et irréversibles. La légitimité du principe tient à l'alternative caractéristique des risques répondant à ces conditions : soit on cherche à les réduire avant qu'ils ne se réalisent ; soit on finit par subir les dommages correspondants dans l'impuissance. On ne pourra plus refroidir les océans une fois qu'ils seront réchauffés ; nous n'aurions pas su guérir des milliers de personnes contaminées par la nouvelle forme de maladie de Creutzfeld-Jakob. La mise en œuvre du principe doit encore se conformer aux deux règles suivantes : on doit pouvoir réviser les mesures prises et appliquer le principe de proportionnalité ; ce dernier principe exclut la recherche du risque zéro. Quoi de plus raisonnable et inventif que ce principe ? Ce n'est pas un principe anti-science, mais un principe de connaissance éclairante, par opposition à agissante, qui veut filtrer les conséquences du progrès pour éviter des problèmes graves. Il contribue certes à freiner un certain nombre d'actions, mais afin que les bénéfices du progrès soient bien des bénéfices généraux.

LES ARGUMENTS SCIENTIFIQUES DANS LE DOSSIER CLIMATIQUE.

Nous en étions à ce stade du diagnostic sur le développement durable et sur le principe de précaution quand les éco-sceptiques ont décidé d'intervenir. Ils ont choisi le bon moment, car le semi-échec du sommet de Copenhague semble leur donner plus d'audience médiatique. Mais en fait ils n'apportent rien au débat scientifique, car ce ne sont pas des scientifiques spécialistes des sujets, et tout spécialement pas des climatologues. Ces derniers publient dans des revues scientifiques internationales avec sélection par les pairs. Il y a débat sur de nombreuses questions. Mais il existe un consensus sur l'hypothèse la plus probable d'une influence humaine déterminante sur le climat. Le climato-scepticisme n'est pas un phénomène scientifique, mais médiatique, idéologique et politique.

Avec la science du climat, nous avons à faire à une histoire de longue durée. L'expression « effet de serre » est d'Horace Bénédict de Saussure (1740-1799). Il partait du constat suivant : comment se fait-il que lorsque je monte en altitude et que je me rapproche du soleil, il fait de plus en plus froid ? Il s'orientait déjà vers le changement de la composition chimique de l'air en fonction de l'altitude. Fourier, Pouillet et d'autres contribueront à asseoir et à

préciser cette hypothèse. Et c'est le physicien irlandais Tyndall qui produira l'explication complète de la serre atmosphérique. Sans effet de serre naturel, la température moyenne sur terre serait de -18° au lieu de 15° ? Ce n'est que vers la fin du XIXe siècle et le début du XXe que le lien sera établi entre la consommation humaine d'énergie fossile et un effet sur le climat planétaire. C'est le prix Nobel suédois Arrhenius qui fera les premiers calculs, mais à une époque où la pression de l'humanité sur la biosphère, et notamment la quantité d'énergie fossile consommée annuellement, est dérisoire. Arrhenius avait calculé une fourchette de chiffres qui est toujours valable mais il pensait à une transformation du climat selon un rythme géologique, à savoir une augmentation de la température moyenne d'un degré tous les mille ans, alors que nous redoutons désormais plusieurs degrés en un siècle.

Les choses se précisent à la fin des années 1950, avec un spécialiste du cycle du carbone, Roger Revelle, qui a commandité à un de ses jeunes assistants, Charles Keeling, la mesure des variations de la concentration de CO_2 dans l'atmosphère au jour le jour. Un premier rapport est remis au Président des Etats-Unis en 1965, avec un phénomène très correctement décrit et des projections désormais avérées, notamment le commencement de la disparition de la calotte glaciaire estivale vers l'an 2000.

Mais bien sûr, on ne pouvait alors prévoir l'essor de la Chine et de l'Inde, et donc l'accélération que nous connaissons du changement de la composition chimique de l'atmosphère.

Dans la communauté scientifique, le sujet reste présent, mais c'est en 1985, lorsque l'on rend public les premiers résultats d'analyse des bulles d'air des carottes glaciaires que l'on prend conscience de la systématisme du lien entre la température moyenne à la surface du globe et la concentration atmosphérique des gaz à effet de serre : autrement dit, même si d'autres facteurs interviennent, et au premier chef le soleil, on ne peut s'attendre à une température moyenne basse avec une teneur atmosphérique en gaz à effet de serre élevée. Le souci climatique ne saurait donc être considéré comme une tocade récente.

Il est une deuxième chose que personne ne conteste, même pas les climato-sceptiques (sic), c'est l'importance de la modification de la composition chimique de l'atmosphère depuis le début de l'ère industrielle : 40% de plus de dioxyde de carbone depuis le début de l'ère industrielle, 20% de protoxyde d'azote en plus et un doublement de la concentration de méthane. A cela, il faut rajouter les autres gaz artificiels. Il n'y a aucun doute sur l'origine de ce changement : nous savons faire le départ entre une molécule de CO_2 qui vient de la respiration humaine ou animale et une molécule de CO_2 issue d'une combustion. La modification chimique de l'atmosphère relève bien d'un phénomène humain. La courbe qui retrace le surcroît de concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, et celle qui retrace la diminution de concentration de l'oxygène sont rigoureusement inverses. Donc, nous avons bien à faire à un phénomène de combustion. Autre signature de l'origine humaine du phénomène : un différentiel de réchauffement important entre les basses couches et les hautes couches de l'atmosphère ; seules les basses couches de l'atmosphère se réchauffent, alors que les hautes couches se refroidissent. Or, si le réchauffement que nous constatons était d'origine solaire, les hautes couches se réchaufferaient aussi. C'est la signature de l'effet de serre d'origine anthropique. Ajoutons d'ailleurs que l'activité solaire a notamment diminué durant la dernière décennie alors que le réchauffement s'est poursuivi. La deuxième année la plus chaude depuis vingt ans est l'année 2009. La courbe moyenne des températures et la courbe qui exprime la variabilité de l'activité solaire ne sont plus corrélées depuis plusieurs décennies.

Il est vrai que la dernière grande extinction des espèces est due au heurt d'un astéroïde – il y a 65 millions d'années -, déclenchant un immense nuage de poussière réduisant drastiquement la photosynthèse. Toute une partie de la mégafaune les plus de 40kg, dont les dinosaures, a alors disparu. En dehors de cet épisode, les grandes périodes d'extinction sont toutes corrélées à un changement de la composition de l'atmosphère, avec des températures beaucoup plus chaudes et une surconcentration très nette de CO². Nous sommes désormais sortis d'un tunnel de variation de 180 à 280 parties par million qui aura prévalu pendant au moins deux millions d'années.

L'argumentation de Courtillot peut paraître plus crédible au profane que celle d'Allègre : il recycle son laboratoire spécialisé dans le magnétisme terrestre, en essayant de montrer que le réchauffement climatique est dû essentiellement au soleil. Pour ce faire, il doit tronquer les courbes d'élévation de la température, ce qui passe aux yeux des profanes, mais non à ceux des climatologues qui ont récusé vertement ses travaux. Courtillot a même été ridiculisé, tant en France qu'à l'étranger. Il avance par ailleurs l'hypothèse fantaisiste qu'à partir d'un certain degré de concentration de CO² dans l'air, il y a saturation. Le réchauffement ne se produirait plus dès que l'on atteint un certain degré de concentration. Or c'est faux. Toutes les connaissances acquises sur le paléoclimat (climats anciens) nous montrent l'absurdité de cette thèse. Répétons-le, le climato-scepticisme est un phénomène médiatique et non scientifique.

LES ARGUMENTS EPISTEMOLOGIQUES

Un argument des climato-sceptiques consiste à dire que rien n'est certain dans ces évolutions. Ce n'est pas faux, mais à condition de s'entendre sur ce que signifie la notion de « certitude ». Il n'y a en effet jamais de certitude en sciences. Il existe des lois qui ne sont jamais vérifiées, mais seulement non falsifiées, et cela de façon indéfiniment provisoire. L'histoire des sciences nous montre qu'aucune loi n'est universelle, au sens où l'avancée des connaissances ne cesse de réduire la validité des dites lois. Il n'y a jamais de vrai en science, mais seulement des degrés de vraisemblance.

Mais il en va tout autrement pour l'opinion publique. A ses yeux la science produit de la certitude. En outre l'incertitude est perçue non pas en fonction d'une échelle de vraisemblance, mais comme un pur jeu de hasard. L'incertitude scientifique se réduit alors à une simple absence de savoir. D'où une incompréhension totale. Ce que nous tenons en effet pour certain dans nos vies quotidiennes ne l'est en réalité jamais, à l'aune d'une exigence scientifique ; et le degré de vraisemblance de ce que l'on tient pour tel est très souvent largement inférieur aux incertitudes de la climatologie !

Par exemple, nous sommes certains de rentrer chez nous ce soir, mais il peut arriver de multiples événements qui nous empêcheront de rentrer. Nous n'avons aucune certitude d'être chez nous pour dîner. Et notre conviction de pouvoir rentrer est beaucoup moins probable que les grandes estimations de la climatologie. D'un point de vue épistémologique, nous ne possédons aucune vérité climatique, mais de fortes vraisemblances qui sont au-delà de ce que l'on pourrait exiger pour notre vie quotidienne.

Il y a aussi une autre chose que les gens peuvent aisément comprendre. Nous n'avons qu'une seule planète ! Se lancer à cette échelle dans une expérience hasardeuse est dangereux.

Il faut évoquer ici le cas Claude Allègre². Il s'agit d'hooliganisme scientifique : les références scientifiques de ses livres, quand elles ne sont pas inventées, sont toutes approximatives ; il n'hésite pas à prêter à de multiples chercheurs des thèses qui ne sont pas leurs, il tronque les graphes des autres, veut faire passer un ancien présentateur météo d'une TV américaine pour un grand climatologue, etc. C'est de la pure et simple escroquerie. Avec ce genre de procédé, il est sûr de rester dans les annales de la science ! L'accueil qui lui est réservé par les médias, tout spécialement audio-visuels, est autrement problématique ! Allègre a en effet vendu plus de 100 000 exemplaires de son dernier livre et il s'enrichit grâce à ses mensonges. La malhonnêteté paye et certains médias se portent caution. Et non moins grave est à mes yeux la caution morale que lui apportent pour des raisons idéologiques des auteurs comme Ewald, Lecourt ou Ferry. La foi aveugle de ces auteurs en la toute puissance du progrès technologique les conduit à violer les règles de la déontologie la plus élémentaire de la vie intellectuelle. On ne saurait soutenir un faussaire comme Allègre sans finir par être soi-même atteint.

Au-delà des polémiques, l'enjeu principal du changement climatique est le rétrécissement et l'altération de l'écoumène, c'est-à-dire de la partie de la Terre habitable en permanence par les hommes. Il faut comprendre le rétrécissement en un sens propre et figuré. Au sens propre, c'est la montée du niveau des mers. Les effets de la tempête Xynthia, qui a ravagé nos côtes en février 2010, préfigurent l'avenir, compte tenu de la montée annoncée du niveau des mers, d'un mètre, voire plus, d'ici à la fin du siècle. En raison de la montée du niveau des mers depuis le siècle dernier, des millions de paysans à travers le monde voient déjà dans les deltas du Nil ou du Bengale leurs terres salinisées et stérilisées. Ces paysans constituent les premiers éléments de la future cohorte des réfugiés climatiques. Des régions du monde vont par ailleurs devenir beaucoup plus arides qu'elles ne le sont, au point d'être difficilement habitables.

Nous aurons aussi à faire à un rétrécissement qualitatif, avec des conditions de vie générales qui vont se dégrader. Les phénomènes extrêmes comme les tempêtes et les ouragans seront plus fréquents puisque nous vivrons dans une atmosphère plus chaude et donc plus riche en énergie. De longs épisodes de sécheresse devraient affecter par exemple l'ouest des Etats-Unis, ou même l'Angleterre du fait de la remontée vers le Nord du front polaire. Des cyclones qui atteignent déjà les côtes du Brésil pourraient même se produire en Méditerranée. Nous redoutons une montée des températures d'une rapidité et d'un niveau inconnus depuis que les hommes existent sur cette Terre. Les enjeux sont donc massifs, globaux, et vont compromettre la qualité de nos vies.

Entraver la prise de conscience du changement climatique en cours, et ainsi nuire à l'action préventive en ce domaine est proprement criminel.

LES ECOLOGIES

Il existe des courants très différents au sein de l'écologie, au point qu'il est préférable de parler des écologies. Certains courants écologiques ne critiquent pas simplement la philosophie du progrès, mais également la place de l'homme au sein de l'environnement.

Il faut reconnaître qu'il existe un vrai problème démographique. Nous serons probablement 9 milliards de personnes en 2050. Si cette population atteint un niveau de consommation égal

² Voici à cet égard l'excellente enquête de journalisme scientifique de Sylvestre Huet. *L'imposteur. C'est lui. Réponse à Claude Allègre*, Stock 2010 ; cf. aussi le chapitre consacré à Courtillot. Cf. également O. Godard, « De l'imposture au sophisme, la science du climat vue par Claude Allègre. François Ewald et quelques autres ». *Esprit*, mai 2010. p.26-43

aux pays de l'OCDE aujourd'hui, cela signifie qu'il faudrait multiplier par 15 les économies, ce qui n'est pas possible. Un Américain consomme en moyenne aujourd'hui 80kg de viande par an, un Indien en consomme 4kg. Les élites indiennes et chinoises consomment de plus en plus de viande ; si un indien se mettait à consommer la moitié de ce qu'un Américain consomme, il faudrait doubler les surfaces de céréales dans le monde.

Soit on se donne comme objectif, *horresco referens*, l'extermination d'une partie de la population mondiale, soit on admet que nous ne pourrions plus vivre avec le niveau de consommations matérielles qui est le nôtre. Si avec la crise, le phénomène des inégalités s'accroît, le nombre de personnes touchées par la faim va exploser – celui-ci est aujourd'hui autour d'un milliard. On peut même imaginer que des guerres beaucoup plus violentes que la Seconde Guerre mondiale vont se produire. La pénurie de ressources, et au premier chef celle du pétrole, rend d'autant plus crédible cette hypothèse.

Il existe une autre attitude à l'endroit de laquelle il faut être vigilant et que ne soutiennent pas les écologistes : elle consiste à voir dans la nature un simple décor de la geste humaine. Le christianisme dispose de plusieurs flèches dans son carquois contre cet héritage qui n'est pas tant chrétien que cartésien et moderne. Selon la patristique en effet, le salut n'est pas simplement celui de l'humanité, mais de toutes les créatures³ Les chrétiens sont donc invités à revisiter leur propre tradition pour interroger l'idée d'une humanité qui serait hors nature. Nous sommes des animaux d'un genre particulier avec une dignité particulière, inséparable d'une responsabilité que ne partagent pas les autres animaux. Mais nous sommes dépendants de ce tissu de relations que l'on appelle la biosphère à laquelle on ne peut pas échapper. Repenser la place de l'homme dans la nature : voilà un défi théologique et spirituel de la plus haute importance⁴.

Nous sommes la seule civilisation à avoir « naturalisé le monde », selon l'expression de l'anthropologue Philippe Descola, c'est-à-dire à avoir pensé que nous étions les seuls parmi les vivants à éprouver des sentiments, à nous représenter le monde⁵ Nous sommes la seule civilisation à avoir pensé que la Terre est un stock de ressources manipulables, exploitables à souhait. Nous sommes la seule civilisation à s'être organisée pour satisfaire ce que Keynes appelait « les besoins relatifs » qu'il distinguait des « besoins absolus » - ceux que l'on ressent indépendamment du regard d'autrui. Les besoins relatifs n'existent qu'en fonction du regard d'autrui, ce sont les besoins mimétiques. Ils sont infinis. Notre société de marché ne fonctionne que parce qu'on cherche à satisfaire ces besoins infinis. Tout le monde partage cette idéologie, alors qu'elle mérite d'être interrogée. Les « écologies » sont en contradiction avec ce substrat occidental. Cela pose un vrai problème philosophique.

ENVIRONNEMENT ET DEMOCRATIE.

La question la plus sensible est celle de la consommation. Elle est inséparable d'une certaine acception de la liberté, même si ce n'est pas la plus noble. Or nos sociétés qui cherchent à maximiser les intérêts, à produire et consommer le plus possible sont en opposition frontale avec la finitude de la planète en termes de ressources. Cette contradiction en a poussé certains, comme Hans Jonas, à regarder du côté des régimes autoritaires. Je suis en revanche favorable à « une démocratie écologique », mais il existe pour le moment une incompatibilité entre le fonctionnement de nos démocraties et la considération des problèmes d'environnement.

³ Voir Hélène et Jean Bastaire. *Pour une écologie Chrétienne*.
Les Editions du Cerf, 2004

⁴ Voir D. Bourg et P. Roch *Crise écologique, crise de valeurs ? Défis pour l'anthropologie et la spiritualité*.
Genève, Labor et Fides 2010

⁵ Cf. . Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Gallimard.2005

Qu'est-ce qui fonde la légitimité du gouvernement représentatif ? C'est le fait que les élus doivent régulièrement venir se présenter devant les électeurs qui sont *in fine* les seuls juges du bien-fondé des politiques publiques adoptées. Qui d'autre que moi peut juger de mon bien-être, de ma souffrance ? Or pour les questions environnementales, cette auto-appréhension par chaque citoyen de sa situation ne fonctionne pas. Aucun citoyen par sa conscience spontanée ne peut comprendre les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Mon équipement sensoriel me permet de repérer la température qu'il fait dans cette pièce ou dehors ; mais il ne me permet de repérer une moyenne de température sur l'année ou sur dix ans. Pendant qu'il fait froid ici, je ne perçois pas non plus les canicules en Inde. Je ne perçois pas le changement de la composition chimique de l'atmosphère. Le thermomètre démocratique ne fonctionne pas sur les questions environnementales, ce qui ouvre un boulevard aux éco-sceptiques.

Pour résoudre ces questions, il faut un système politique plus complexe, méta-représentatif, ajoutant à nos institutions représentatives des institutions dédiées au traitement des problèmes de long terme et soustraites au jeu partisan de la majorité et de l'opposition. Nous développons avec mon co-auteur, Kerry Whiteside, différentes propositions à ce sujet.⁶

Aujourd'hui, nous entrons dans un monde fini, mais nos institutions sont inadéquates. Si je défends sans limite la liberté d'opinion, je suis favorable à l'intégration de limites en ce qui concerne la liberté de comportement des individus. Une liberté qu'aucun principe ne semble pouvoir borner menace désormais les conditions biosphériques du bien-être de tous. Je ne crois pas à la nécessité d'un régime autoritaire. Mais si nous ne savons pas démocratiquement faire face aux problèmes écologiques, nos démocraties disparaîtront.

Dominique BOURG

⁶ Voir. D.Bourg et K. Whiteside. *Survivre avec la démocratie. Pour une refondation écologique*, à paraître en octobre 2010 au Seuil, collection « La République des idées ».